

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

INSTRUCTION N° 2556/DEF/EMAT/LOG/SAN

relative aux modalités d'exercice des attributions de l'inspecteur du service de santé pour l'armée de terre.

Du 1er décembre 2005

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE : *bureau logistique.*

INSTRUCTION N° 2556/DEF/EMAT/LOG/SAN relative aux modalités d'exercice des attributions de l'inspecteur du service de santé pour l'armée de terre.

Du 1^{er} décembre 2005

NOR D E F T 0 5 5 3 0 0 0 J

Références :

Décret 2000-808 du 25 août 2000 (BOC, p. 3696) modifié.
Arrêté du 28 juin 2000 (BOC, p. 2952) modifié.
Arrêté du 13 juin 2005 (BOC, p. 4182).
Arrêté du 13 juin 2005 (BOC, p. 4183).
Arrêté du 15 juillet 2005 (BOC, p. 4669) modifié.

Pièce(s) Jointe(s) :

Quatre annexes.

Modifié par :

Instruction 1177 /DEF/EMAT/LOG/SAN du 23 juin 2006 (BOC/PP 21, 2006, texte 14).

Texte abrogé :

Instruction 6455 /DEF/EMAT/SOU/SAN du 06 juillet 1982 (BOC, p. 3303).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 112.3.1.2, 620-0.2.2.

Référence de publication : BOC, 2005, p. 8721.

SOMMAIRE

Préambule.

1. GÉNÉRALITÉS.

- 1.1. Liens hiérarchiques et fonctionnels.
- 1.2. Cadre général des missions.

2. MISSIONS DANS LE CADRE DE L'ARMÉE DE TERRE.

- 2.1. Missions d'inspections.
- 2.2. Missions d'étude et d'enquête.
- 2.3. Mission d'écoute et d'information.
- 2.4. Transmissions des rapports.

3. PRÉROGATIVES AU SEIN DE L'ARMÉE DE TERRE.

3.1. Cadre d'action lors des inspections.

3.2. Planification des inspections.

3.3. Liaisons fonctionnelles.

3.4. Prerogatives de commandement.

4. RELATIONS AVEC LE SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES.

4.1. Actions d'information et d'harmonisation.

4.2. Participation aux études et enquêtes.

4.3. Participation à la gestion du personnel du service de santé des armées.

4.4. Participation à la formation du personnel du service de santé des armées.

4.5. Attributions dans le domaine de l'aptitude à servir.

5. TEXTE ABROGÉ.

ANNEXE(S)

ANNEXE I. TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE D'APTITUDE MÉDICALE À SERVIR.

ANNEXE II. TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE DE GESTION DU PERSONNEL ET DE CONTRÔLE TECHNIQUE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES.

ANNEXE III. TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE DE FORMATION DU PERSONNEL DE RECHERCHE ET DE TECHNIQUE MÉDICALE.

ANNEXE IV. TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE D'EMPLOI DES MOYENS ET D'ÉTUDES GÉNÉRALES.

Préambule.

Un officier général du corps des médecins des armées ayant préférentiellement servi dans l'armée de terre, portant le titre d'inspecteur du service de santé pour l'armée de terre (ISSAT), est placé sous l'autorité du chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT). Il est assisté d'un médecin officier supérieur qui porte le titre d'officier supérieur adjoint.

Les attributions générales de l'ISSAT sont définies par l'arrêté de première référence. La présente instruction précise les modalités d'exercice de ces attributions.

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. Liens hiérarchiques et fonctionnels.

L'ISSAT est directement subordonné au CEMAT.

Il est le chef d'un organisme d'inspection, d'étude et d'information.

Il maintient une liaison permanente avec le directeur central du service de santé des armées, dont il reçoit les instructions techniques.

Organisme d'administration centrale, l'inspection du service de santé pour l'armée de terre dispose des moyens nécessaires à son fonctionnement et à l'accomplissement de sa mission, qui sont mis en place par l'armée de terre, le service de santé des armées (SSA), le secrétariat général pour l'administration (SGA), chacun en ce qui le concerne.

1.2. Cadre général des missions.

L'ISSAT est chargé par le CEMAT d'enquêtes ainsi que de missions d'inspections, d'études et d'informations.

Il conseille le CEMAT en matière de santé, d'hygiène, de prophylaxie et dans le domaine du facteur humain.

Sur ordre particulier du ministre ou du chef d'état-major des armées (CEMA), transmis sous couvert du CEMAT, il peut être chargé de contrôler les conditions du soutien direct apporté à l'armée de terre par les moyens du service de santé en métropole, hors métropole ou en opérations extérieures.

Il peut, conformément à l'arrêté de deuxième référence, apporter son concours à l'inspection de l'armée de terre (IAT) ; il entretient avec elle des relations fonctionnelles et d'information réciproque.

Après accord du CEMAT, il peut en outre effectuer les missions qui lui sont demandées dans son domaine de compétence par le directeur central du service de santé des armées. Il apporte son concours à la direction centrale du service de santé (DCSSA) dans le cadre des attributions qui lui sont accordées par les textes cités en annexes.

2. MISSIONS DANS LE CADRE DE L'ARMÉE DE TERRE.

2.1. Missions d'inspections.

L'ISSAT a qualité pour apprécier :

- l'organisation et le fonctionnement des services médicaux d'unité et du soutien sanitaire des forces terrestres ;
- l'application, dans les formations de l'armée de terre, des mesures d'hygiène et de prophylaxie définies par les directives techniques de la DCSSA ;
- la formation du personnel de l'armée de terre du domaine santé, la conduite de l'instruction spécifique dans les unités, écoles et centres d'instruction chargés de leur formation ;
- le niveau de disponibilité opérationnelle des services médicaux d'unité et des formations sanitaires de campagne, le déroulement et la conduite de la préparation opérationnelle ;
- l'adaptation de leurs moyens, tant sur le plan des personnels que sur celui des matériels ainsi que les besoins particuliers de l'armée de terre, dans le respect des attributions de l'inspecteur technique des réserves du SSA.

Il émet un avis technique concernant l'attribution des congés de la position de non-activité liés à l'état de santé et l'aptitude à servir de certains personnels.

2.2. Missions d'étude et d'enquête.

L'ISSAT est appelé à donner son avis sur toute étude ou mesure concernant l'organisation et l'emploi des moyens et du personnel du SSA au sein des unités et formations de l'armée de terre et est tenu régulièrement informé des difficultés intéressant son domaine.

Il peut mener des études ou enquêtes portant sur les domaines de sa compétence, soit à son initiative, soit sur ordre du CEMAT, soit à la demande du directeur central du service de santé des armées.

Il peut être désigné pour présider ou faire partie des commissions créées par le ministre ou le CEMAT.

2.3. Mission d'écoute et d'information.

L'ISSAT se tient informé, dans le cadre de sa mission d'écoute et d'information, des principales préoccupations des différentes catégories de personnel.

2.4. Transmissions des rapports.

Les rapports rédigés à l'issue des inspections sont adressés au CEMAT, au directeur central du service de santé des armées, et pour information, à l'inspecteur général du SSA. Les rapports intéressant l'inspecteur général de l'armée de terre (IGAT) lui sont adressés conformément aux dispositions du décret cité en référence.

Les rapports rédigés à l'issue des études et enquêtes sont adressés à leurs commanditaires avec copie pour information au directeur central du service de santé des armées et à l'inspecteur général du SSA.

3. PRÉROGATIVES AU SEIN DE L'ARMÉE DE TERRE.

3.1. Cadre d'action lors des inspections.

L'inspection du service de santé pour l'armée de terre appartient au dispositif de contrôle interne et d'audit propre à l'armée de terre et participe à son évaluation.

L'ISSAT ne peut intervenir, sauf ordre particulier, dans le fonctionnement des unités et services inspectés à l'occasion de ses missions.

3.2. Planification des inspections.

L'ISSAT propose et fait arrêter par le CEMAT le programme annuel des inspections qui est ensuite communiqué au directeur central du service de santé des armées. Ces deux autorités lui font connaître les points qu'elles souhaitent voir particulièrement examiner.

Les inspections peuvent également être diligentées par mandat particulier du CEMAT ou par l'inspecteur lui-même, pour identifier et analyser une problématique devant être portée à la connaissance du commandement, ou suite à une difficulté identifiée lors de précédentes inspections.

3.3. Liaisons fonctionnelles.

L'ISSAT entretient des relations fonctionnelles et d'information réciproque avec l'IAT et lui apporte son concours autant que de besoin.

Il entretient des relations fonctionnelles avec les représentants et conseillers santé placés auprès des commandements de l'armée de terre.

Il est rendu destinataire des rapports d'inspections et enquêtes techniques internes à l'armée de terre pour tout ce qui concerne le service de santé pour l'armée de terre.

Il est tenu informé par l'intermédiaire du conseiller santé de l'état-major de l'armée de terre (EMAT) de toute affaire pour laquelle une coordination est nécessaire ou qui intéresse son domaine d'attribution.

3.4. Prérogatives de commandement.

En sa qualité de chef d'un organisme de l'armée de terre, l'ISSAT est investi du pouvoir disciplinaire d'autorité militaire de 2e niveau, et son officier supérieur adjoint du pouvoir disciplinaire d'autorité militaire de 1er niveau.

4. RELATIONS AVEC LE SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES.

4.1. Actions d'information et d'harmonisation.

L'ISSAT concourt, par l'échange d'informations entre le service de santé et l'armée de terre, à l'harmonisation de leurs actions communes.

Pour ce faire :

Il est rendu destinataire :

- des rapports périodiques établis par les directeurs régionaux du SSA, par le directeur de l'institut de médecine tropicale du SSA et par le commandant de l'école du personnel paramédical des armées ;
- des rapports d'inspections et enquêtes techniques internes au service de santé pour tout ce qui concerne le service de santé pour l'armée de terre ;
- à sa demande et par l'intermédiaire de la DCSSA, des rapports périodiques des médecins-chefs des hôpitaux d'instruction des armées (HIA) dans le cadre de sa mission de contrôle du soutien direct apporté par ces organismes à l'armée de terre.

Il est habilité à correspondre directement et à entretenir des relations fonctionnelles avec :

- l'école du personnel paramédical des armées en tant que de besoin ;
- les directions régionales du SSA, de façon formelle et régulière.

4.2. Participation aux études et enquêtes.

L'ISSAT est consulté par la DCSSA pour les questions relatives à l'organisation du service, ainsi qu'à l'hygiène, à la prophylaxie et à tout problème de santé intéressant l'armée de terre.

4.3. Participation à la gestion du personnel du service de santé des armées.

Dans le cadre des textes cités en annexes, l'ISSAT est associé à la gestion du personnel du SSA et :

- participe aux travaux relatifs à l'avancement, à l'attribution de récompenses ou de sanctions concernant le personnel géré par la DCSSA ;
- peut se voir attribuer des responsabilités de notateur par la circulaire annuelle définissant les filières de notation ;
- procède à l'évaluation de carrière des officiers du SSA suivant les directives fixées par la DCSSA ;
- reçoit au cours de ses inspections les officiers du SSA ainsi que les personnels qui en font la demande ;

- est consulté et donne son avis en matière d'affectation et d'emploi du personnel officier et paramédical du SSA servant dans l'armée de terre.

4.4. Participation à la formation du personnel du service de santé des armées.

Dans le domaine de la formation initiale et continue :

- il est tenu informé des orientations pédagogiques et des résultats des écoles du SSA chargées de former le personnel appelé à servir dans l'armée de terre ;
- il peut être désigné par le directeur central du service de santé des armées, après accord de son autorité hiérarchique, pour présider ou participer à tout jury de concours ou d'examen.

4.5. Attributions dans le domaine de l'aptitude à servir.

L'ISSAT apporte son expertise en matière d'aptitude médicale à servir dans le cadre des textes cités en annexes.

5. TEXTE ABROGÉ.

L' instruction 6455 /DEF/EMAT/SOU/SAN du 06 juillet 1982 relative à l'organisation, aux attributions particulières et aux modalités de fonctionnement de l'inspection du service de santé pour l'armée de terre est abrogée.

Pour la ministre de la défense et par délégation :

Le général d'armée, chef d'état-major de l'armée de terre,

Bernard THORETTE.

ANNEXE I.
**TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE
DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE D'APTITUDE MÉDICALE À SERVIR.**

Arrêté du 01 mars 1976 (BOC, p. 871), relatif à la composition et au fonctionnement du comité supérieur médical, aux conditions d'attribution aux militaires de carrière des congés pour maladie de la position en non-activité et aux contrôles à assurer à l'occasion de ces congés.

Arrêté du 28 avril 1980 (BOC, p. 1493), modifié fixant les attributions, la composition et les conditions de fonctionnement du conseil de santé appelé à constater l'état de santé d'un officier général susceptible d'être admis par anticipation et d'office dans la 2e section des officiers généraux.

Arrêté du 06 juin 1995 (BOC, p. 3058) modifié, relatif à l'école militaire interarmes.

Arrêté du 18 février 2003 (BOC, p. 2496), relatif à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

Instruction 160 /DEF/DCSSA/AST/TEC du 16 janvier 1986 (BOC, p. 1014) relative aux conditions médicales exigées pour l'attribution des congés liés à l'état de santé.

Instruction 1700 /DEF/DCSSA/AST/AS du 28 janvier 2002 (BOC, p. 1319) modifiée, relative au suivi et au contrôle de l'aptitude à servir du personnel militaire.

ANNEXE II.
**TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE
DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE DE GESTION DU PERSONNEL ET DE CONTRÔLE
TECHNIQUE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES.**

Décret 81-60 du 16 janvier 1981 (BOC, p. 358) fixant les règles de déontologie applicables aux médecins et aux pharmaciens chimistes des armées.

Décret 83-63 du 27 janvier 1983 (BOC, p. 222) fixant les attributions et portant organisation du comité consultatif de santé des armées.

Arrêté du 31 août 2005 (BOC, p. 6070) fixant les règles de fonctionnement du conseil supérieur interarmées et des conseils supérieurs d'armée ou de formation rattachée.

Arrêté du 16 octobre 2000 (BOC, p. 4930), fixant la composition des commissions consultatives dont relèvent les médecins, les pharmaciens chimistes, les vétérinaires biologistes et les chirurgiens-dentistes des armées.

Arrêté du 25 février 1977 (BOC, p. 870), fixant pour le corps technique et administratif du service de santé des armées la composition de la commission prévue à l'article 41 de la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires.

Arrêté du 04 mai 1995 (BOC, p. 2743) fixant la composition des commissions consultatives dont relèvent pour l'avancement et la Légion d'honneur, les militaires infirmiers et techniciens des hôpitaux des armées.

Instruction 250 /DEF/DCSSA/ETG du 20 décembre 1983 (BOC, 1984, p. 128), relative aux sanctions professionnelles applicables aux médecins, aux pharmaciens chimistes et aux chirurgiens-dentistes des armées.

Instruction 250 /DEF/DCSSA/RH/CH du 21 février 2003 (BOC, p. 2590) modifiée, relative à la notation des officiers d'active du service de santé des armées.

Instruction provisoire n° 2813/DEF/DCSSA/RH/CH du 30 décembre 2002 (n.i. BO), relative aux entretiens institutionnels de carrière des officiers du service de santé des armées.

ANNEXE III.
**TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE
DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE DE FORMATION DU PERSONNEL DE RECHERCHE ET
DE TECHNIQUE MÉDICALE.**

Arrêté du 13 juin 2005 (BOC, p. 4182), relatif au comité des inspecteurs du service de santé des armées.

Instruction 245 /DEF/DCSSA/EPG/ECX du 26 mai 1987 (BOC, p. 2502), relative à la composition et au fonctionnement du conseil de déontologie médicale des armées lorsqu'il examine les problèmes d'éthique médicale au sein des armées.

Arrêté du 17 septembre 1993 (BOC, p. 5227), relatif au conseil de coordination et aux conseils de perfectionnement de l'école d'application et des instituts du service de santé des armées.

Instruction 1020 DEF/CAB/SDBC/DECO du 15 février 1993 (BOC, p. 1423) modifiée, relative aux récompenses pour travaux scientifiques ou techniques du service de santé des armées.

Arrêté du 03 février 1995 (BOC, p. 1070), relatif à l'organisation et fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées.

Arrêté annuel fixant les conditions d'attribution et le nombre des niveaux de qualification offerts par concours sur titres en médecine d'armée.

ANNEXE IV.

**TEXTES ACCORDANT À L'INSPECTEUR DU SERVICE DE SANTÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE
DES ATTRIBUTIONS EN MATIÈRE D'EMPLOI DES MOYENS ET D'ÉTUDES GÉNÉRALES.**

Arrêté du 13 juin 2005 (BOC, p. 4182), relatif au comité des inspecteurs du service de santé des armées.

Arrêté du 31 août 2005 (BOC, p. 6070) fixant les règles de fonctionnement du conseil supérieur interarmées et des conseils supérieurs d'armée ou de formation rattachée.

Note n° 1511/DEF/DCSSA/CAB du 20 avril 1998 (n.i. BO), sur la cellule d'audit interne du service de santé des armées.